

# Les revues prédatrices

## Mise en garde à l'intention des auteurs et des lecteurs

Cathy Vakil MD CCFP FCFP

De nombreux médecins de famille universitaires, surtout les chercheurs, reçoivent régulièrement et fréquemment des courriels venant de revues médicales, leur demandant de présenter un manuscrit ou de se joindre à un comité éditorial. Dans notre culture universitaire de «publier ou périr», une telle invitation peut être tentante. Malheureusement, certains auteurs qui ne connaissent pas les revues prédatrices succombent à la tentation de présenter des travaux à ces entités douteuses, et voient non seulement leurs paiements gaspillés, mais aussi leur précieuse recherche publiée dans une revue sans crédibilité et leurs travaux, pris en otage.

### Que sont les revues prédatrices?

Les *revues prédatrices* sont des revues médicales en libre accès qui publient en ligne des articles qui n'ont fait l'objet que de peu ou d'aucune révision par des pairs, selon des normes scientifiques médiocres et qui ont peu de crédibilité. Elles existent dans le but de publier des articles de revue scientifique pour les auteurs qui ont besoin de publications dans leur curriculum vitae. Les revues prédatrices profitent des frais d'auteurs, souvent d'auteurs qui ne peuvent pas se payer les frais exigés pour la publication dans des revues mieux réputées. Ce phénomène est apparu, il y a un certain nombre d'années, lorsque des revues ont commencé à imposer des frais aux auteurs pour se faire publier. Cette tendance a été facilitée par l'adoption de l'édition sur le web plutôt que sous forme imprimée et par les changements survenus dans les modes de financement (comme le déclin de la publicité par les entreprises pharmaceutiques) des revues imprimées. L'une des raisons qui a motivé des revues dignes de confiance à adopter un mode de publication auteurs-payeurs était qu'il est injuste de faire payer des abonnements aux lecteurs de pays à revenu faible ou moyen qui n'auraient pas les moyens de les payer, et le fait que les sujets de recherche étaient conséquemment déviés en faveur de sujets plus susceptibles d'intéresser les lecteurs de pays plus riches. Ce modèle de publication auteur-payeur devait régler ces problèmes en transférant les coûts de publication du lecteur à l'auteur<sup>1</sup>.

Par contre, cette façon de procéder a eu d'autres conséquences, moins désirables. De nombreuses revues ont fait leur apparition au début des années 2000, qui promettaient une publication rapide, des taux d'acceptation élevés et des frais d'auteurs plus bas. Ces modalités étaient particulièrement attrayantes pour les auteurs de pays à revenu faible ou moyen qui n'avaient pas l'argent pour payer les frais d'auteurs plus élevés exigés par les

revues bien respectées, mais dont les employeurs exerçaient sur eux des pressions pour qu'ils publient fréquemment. La situation a donné lieu à un grand nombre de revues non indexées, assujetties à de faibles normes scientifiques, et à peu ou aucune révision par des pairs, et qui tirent considérablement profit des frais d'auteurs.

Selon les estimations, dès 2015, on comptait autant que 10000 revues prédatrices dans le monde<sup>2</sup>. Le nom de certaines ressemble à celui de revues bien établies et respectées. Parfois, elles prétendent faussement compter des experts bien connus au sein de leur comité de rédaction. Leur site web manque souvent de professionnalisme, rempli de fautes grammaticales et d'orthographe, et leur adresse se limite dans certains cas à une simple case postale. Leur taux élevé d'acceptation des articles présentés et les délais rapides de publication sont attribuables au manque de rigueur dans la révision par des pairs. Souvent, les frais d'auteurs ne sont mentionnés qu'une fois l'article accepté. Des maisons d'édition entières ont fait l'acquisition d'autres compagnies d'édition et ont produit presque exclusivement des revues prédatrices. Le Groupe OMICS Publishing, un éditeur de revues en libre accès (et organisateur de conférences), compte parmi de telles entreprises. Il se porte acquéreur d'autres maisons d'édition et produit des centaines de revues en ligne de mauvaise qualité pour profiter des frais d'auteurs. En 2016, la Commission fédérale du commerce des États-Unis a intenté une poursuite contre le Groupe OMICS Publishing, l'accusant de pratiques d'édition scientifique trompeuses<sup>3</sup>; la cause n'est toujours pas réglée. Cette maison d'édition organise aussi chaque année plus de 3000 conférences de qualité douteuse, ce qui génère 60% de ses revenus, largement financées par des commandites d'entreprises pharmaceutiques et par les frais d'inscription<sup>3</sup>. Les auteurs doivent aussi se méfier des services prédateurs d'édition et de courtage qui offrent de publier des articles moyennant des frais dans des revues prédatrices sans grandes exigences<sup>4,5</sup>.

### Examen des revues prédatrices

Dans le but d'étudier le fonctionnement abject de certaines de ces revues prédatrices, Sorokowski et ses collègues<sup>6</sup> ont entrepris une opération d'infiltration dans laquelle une scientifique fictive sans articles publiés dans des revues scientifiques, sans citations dans aucune base de données, ayant des titres de compétence et des nominations universitaires fictifs, et sans aucune expérience dans le domaine de l'édition a présenté une

demande d'emploi comme rédactrice auprès de 360 revues. Elle a été acceptée par 48 revues, dont 4 la nommaient au titre de rédactrice en chef, et la plupart des revues apparaissaient dans la liste de Beall des revues prédatrices dont nous parlons plus loin. Certaines revues lui offraient le poste à la condition qu'elle publie des articles moyennant des frais, et d'autres voulaient qu'elle recrute des collègues pour des soumissions payées. On l'a encouragée à organiser des conférences (à profits partagés) et à lancer de nouvelles revues en tant que principale rédactrice (dans la mesure où les profits étaient partagés entre elle et le propriétaire de la revue). Il est évident que ces revues dites « scientifiques » étaient une entreprise à but lucratif pour ces propriétaires de revues peu soucieux de la qualité.

Un certain nombre de cas démontrant l'aisance embarrassante avec laquelle des recherches médiocres peuvent être publiées dans des revues prédatrices ont été rendus publics. Des auteurs ont présenté de fausses études comportant des lacunes méthodologiques évidentes à des revues en ligne, et leurs articles ont été acceptés par bon nombre d'entre elles. Par exemple, John Bohannon, biologiste et journaliste scientifique à l'Université de Harvard, à Cambridge (Massachusetts), a rédigé un pseudo manuscrit décrivant ses recherches sur un agent anticancéreux fictif tiré des lichens. Il a soumis des versions de l'article à 304 revues en ligne, et plus de la moitié des revues l'ont accepté même si la méthodologie était si déficiente que toute personne ayant des connaissances rudimentaires de l'évaluation critique l'aurait rejeté de prime abord. Certaines des revues qui ont accepté l'article étaient reconnues comme prédatrices, mais, fait étonnant, d'autres revues ayant donné leur aval à l'article étaient publiées par des universités et des éditeurs respectés<sup>7</sup>. De tels exemples mettent en évidence les limites de la révision par des pairs pour assurer la détection fiable des méthodologies déficientes et des partis-pris, ce qui pourrait faire l'objet d'un article distinct.

En 2008, Jeffrey Beall, bibliothécaire en communications scientifiques et professeur agrégé à l'Université du Colorado à Denver, s'est rendu compte du nombre croissant de revues douteuses et, pour les décrire, les a qualifiées de *revues prédatrices*. Il a dressé la liste de Beall à l'aide de certains critères pour déterminer si une revue ou une maison d'édition était potentiellement, possiblement ou probablement prédatrice. Quoique certains aient critiqué son travail le qualifiant d'inexact et d'injuste, sa liste était considérée par de nombreux auteurs comme un moyen fiable de savoir si une revue était légitime. Soudainement, Beall a mis un terme à son blogue et à sa liste en janvier 2017, pour des « motifs personnels », mais, selon certaines sources, ce serait attribuable à des menaces et à des questions politiques<sup>8</sup>.

## Caractéristiques des revues prédatrices

Exception faite des anecdotes de recherches intentionnellement faussées et acceptées par des revues scientifiques, peu de recherches ont été effectuées concernant les revues prédatrices et leurs auteurs. Une étude en 2015 par Shen et Björk<sup>2</sup> examinait les caractéristiques des articles publiés dans des revues prédatrices, choisissant au hasard 613 revues de la liste de Beall. Parmi les revues, 45% provenaient d'Asie et d'Afrique (27% en Inde à elle seule) et 25% d'Amérique du Nord et d'Europe; plus des 3 quarts des auteurs étaient d'Asie et d'Afrique. Les frais d'auteurs moyens s'élevaient à 178 \$ (US), tandis que les frais imposés par des revues en libre accès réputées se situent à plusieurs milliers de dollars. Le délai moyen entre la présentation et la publication pour des revues dans toutes les disciplines était de 2,7 mois, ce qui est considérablement moins que les 12 mois et plus qui s'écoulent avec d'autres revues en libre accès dotées de processus plus rigoureux de révision par des pairs<sup>9</sup>.

Un article plus récent par Moher et ses collègues, publié en 2017, remet en question le fait que la plupart des auteurs publiés dans ces revues viennent de pays moins développés<sup>10</sup>. Cette étude s'est penchée sur plus de 200 revues considérées prédatrices selon la liste de Beall et a fait valoir que plus de la moitié des auteurs venaient de pays à revenu de moyen à élevé. Moher et ses collègues supposent que cela serait attribuable à leur stratégie d'échantillonnage; par ailleurs, il est possible que de plus en plus d'auteurs de pays plus développés soient attirés par l'idée de publier dans des revues prédatrices. Les auteurs de l'étude font remarquer la mauvaise qualité de la méthodologie de recherche et le manque de révision par des pairs, et estiment que la pratique de publier dans des revues prédatrices est contraire à l'éthique, parce que les participants aux études croient faussement qu'ils contribuent à un important corpus de recherche. De plus, les auteurs de l'étude croient que la recherche effectuée de manière médiocre est un gaspillage de financement. Ils avertissent qu'à moins d'éliminer l'approvisionnement d'articles de recherche à ces revues, nous risquons de voir une érosion de la recherche de bonne qualité.

## Y a-t-il des répercussions sur la médecine familiale?


Il est intéressant de constater que, selon des archives actualisées de la liste de Beall<sup>11</sup>, il ne semble pas y avoir de revues prédatrices en médecine familiale. Il se peut que ce soit parce que la médecine familiale n'est pas considérée comme une spécialité dans de nombreux pays, surtout en Afrique et en Asie, d'où proviennent la majorité des revues prédatrices. Une recension dans la littérature médicale ne cerne aucun article portant sur les effets des revues prédatrices sur les médecins de famille universitaires en particulier, sauf la mention du

risque que court un auteur qui présente, sans le savoir, de précieux travaux de recherche à une revue prédatrice et paie les frais exigés, de voir son travail gaspillé dans une revue sans crédibilité et de ne plus pouvoir publier cette recherche ailleurs.

Par ailleurs, en tant que lecteurs et auteurs, nous devons reconnaître les revues prédatrices pour être en mesure de les éviter. Certains sites web sont utiles à cette fin (p. ex. [thinkchecksubmit.org](http://thinkchecksubmit.org) et <http://guides.library.queensu.ca/deceptive-pubs-conf>). Lorsque nous envisageons de publier nos travaux, nous devrions vérifier toutes les revues potentielles dotées d'un processus clair de révision par des pairs et membres de l'Open Access Scholarly Publishers Association. Il y a lieu de scruter attentivement les sites web des revues pour détecter les erreurs grammaticales et orthographiques, y trouver la description d'un processus rigoureux de révision par des pairs, les frais d'auteurs demandés, de même qu'une adresse et des comités de rédaction authentiques. Nous pouvons aussi utiliser la Journal Blacklist, une liste noire produite par Cabells International, l'éditeur réputé de longue date d'un répertoire des revues, qui se sert de certains critères pour vérifier si une revue pourrait être qualifiée de prédatrice, un peu à l'instar de ce que faisait Jeffrey Beall<sup>12</sup>. La World Association of Medical Editors suggère d'utiliser son répertoire des revues en libre accès, qui exige des revues qu'elles répondent à certaines normes pour y être inscrites<sup>13</sup>. Nous avons la chance au Canada que *Le Médecin de famille canadien* demeure une revue en libre accès, révisée par des pairs, qui n'impose pas de frais d'auteur et dans laquelle les auteurs à différentes étapes de leur carrière peuvent être publiés et exposés à un public national et international.

## Conclusion

La culture omniprésente du « publier ou périr » et le modèle auteur-payeur de soumission des articles ont contribué à l'actuelle situation. Heureusement, la décision de revues crédibles d'exonérer les frais d'auteurs pour les pays à faible et moyen revenu améliorera les possibilités pour les auteurs de ces pays et réduira le

nombre de revues prédatrices. Entre-temps, nous devrions tous boycotter les revues prédatrices, tant comme lecteurs que comme auteurs. 

La D<sup>e</sup> Vakil est professeure adjointe au Département de médecine familiale de l'Université Queen's à Kingston (Ontario) et médecin de famille au Centre de médecine familiale de l'Université Queen's.

### Intérêts concurrents

Aucun déclaré

### Correspondance

D<sup>e</sup> Cathy Vakil; courriel [cathy.vakil@dfm.queensu.ca](mailto:cathy.vakil@dfm.queensu.ca)

Les opinions exprimées dans les commentaires sont celles des auteurs. Leur publication ne signifie pas qu'elles soient sanctionnées par le Collège des médecins de famille du Canada.

### Références

1. Liyanage SS, MacIntyre CR. Do financial factors such as author page charges and industry funding impact on the nature of published research in infectious diseases? *Health Info Libr J* 2006;23(3):214-22.
2. Shen C, Björk BC. 'Predatory' open access: a longitudinal study of article volumes and market characteristics. *BMC Med* 2015;13:230.
3. Deprez EE, Chen C. Medical journals have a fake news problem. *Bloomberg Businessweek* du 29 août 2018. Accessible à : [www.bloomberg.com/news/features/2017-08-29/medical-journals-have-a-fake-news-problem](http://www.bloomberg.com/news/features/2017-08-29/medical-journals-have-a-fake-news-problem). Réf. du 17 déc. 2018.
4. Gasparyan AY, Yessirkepov M, Voronov AA, Gorin SV, Koroleva AM, Kitas GD. Statement on publication ethics for editors and publishers. *J Korean Med Sci* 2016;31(9):1351-54.
5. Gasparyan AY, Nurmashev B, Voronov AA, Gerasimov AN, Koroleva AM, Kitas GD. The pressure to publish more and the scope of predatory publishing activities. *J Korean Med Sci* 2016;31(12):1874-8.
6. Sorokowski P, Kulczycki E, Sorokowska A, Pisanski K. Predatory journals recruit fake editor. *Nature* 2017;543(7646):481-3.
7. Bohannon J. Who's afraid of peer review? *Science* 2013;342(6154):60-5.
8. Silver A. Controversial website that lists 'predatory' publishers shuts down. *Nature News* 2017 Jan 18. Accessible à : [www.nature.com/news/controversial-website-that-lists-predatory-publishers-shuts-down-1.21328](http://www.nature.com/news/controversial-website-that-lists-predatory-publishers-shuts-down-1.21328). Réf. du 17 déc. 2018.
9. Björk BC, Solomon D. The publishing delay in scholarly peer-reviewed journals. *J Informetr* 2013;7(4):914-23.
10. Moher D, Shamseer L, Cobey KD, Lalu MM, Galipeau J, Avey MT et coll. Stop this waste of people, animals and money. *Nature* 2017;549(7670):23-5.
11. *Potential predatory scholarly open-access journals*. Beall's List of Predatory Journals and Publishers; 2018. Accessible à : <https://beallslist.weebly.com/standalone-journals.html>. Réf. du 7 janv. 2019.
12. Anderson R. Cabell's new predatory journal blacklist: a review [blogue]. *The Scholarly Kitchen* du 25 juill. 2017. Accessible à : [scholarlykitchen.sspnet.org/2017/07/25/cabells-new-predatory-journal-blacklist-review](http://scholarlykitchen.sspnet.org/2017/07/25/cabells-new-predatory-journal-blacklist-review). Réf. du 17 déc. 2018.
13. Laine C, Winker MA. *Identifying predatory or pseudo-journals* [blogue]. World Association of Medical Editors; 2016. Accessible à : [www.wame.org/identifying-predatory-or-pseudo-journals](http://www.wame.org/identifying-predatory-or-pseudo-journals). Réf. du 17 déc. 2018.

Cet article a fait l'objet d'une révision par des pairs.

*Can Fam Physician* 2019;65:97-9

This article is also in English on [page 92](#).